

Maître d'Ouvrage :  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE BAYONNE PAYS BASQUE

**PLAN GENERAL DE COORDINATION  
SIMPLIFIE  
EN MATIERE DE SECURITE ET DE  
PROTECTION DE LA SANTE  
(P.G.C simplifié S.P.S.)**

**Restructuration de la Verrière de l'ESTIA 1**

<b>Nom du Coordonnateur S.P.S Rédacteur du PGC :</b>	BOSCO Jean-Charles	<b>Visa :</b>	
<b>Date :</b>	03 février 2022		
<b>Nom du Coordonnateur S.P.S Réalisation :</b>	BOSCO Jean-Charles	<b>Visa :</b>	
<b>Date :</b>	03 février 2022		

Restructuration de la Verrière de l'ESTIA 1			
	Date : 03/02/2022	Indice : 0	Page : 2 / 26

## SOMMAIRE

<b>0. ETAT DES MODIFICATIONS</b>	<b>4</b>
<b>1. PREAMBULE</b>	<b>5</b>
1.1 PRESENTATION DU PRESENT DOCUMENT	5
1.2 PHASES SPS	6
1.3 PHASES DE TRAVAUX	6
1.4 SOUS-TRAITANCE	6
1.5 LOCATION D'ENGINS AVEC CHAUFFEUR OU PRESTATAIRE DE SERVICE	6
<b>2. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS</b>	<b>6</b>
2.1 RENSEIGNEMENT CONCERNANT L'OPERATION	6
2.1.1 <i>Nom de l'opération :Restructuration de la Verrière de l'ESTIA 1</i>	6
2.1.5 <i>Marché de travaux</i>	7
2.1.6 <i>Planning</i>	7
2.2 COORDONNEES DES INTERVENANTS	7
SERVICES D'URGENCE ET DE SECOURS	8
3.1 GENERALITES	9
3.2 ORGANISATION DES TRAVAUX	9
3.4 ACCES AU CHANTIER / PLANIFICATION DES INTERVENTIONS	9
3.5 CIRCULATIONS EXTERIEURES	10
3.6 ELECTRICITE DE CHANTIER	10
3.7 EAU - EGOUT	10
3.8 MANUTENTIONS	10
3.9 NETTOYAGE DU CHANTIER - EVACUATION DES DECHETS	10
3.10 PROTECTIONS COLLECTIVES	10
3.11 PROTECTIONS INDIVIDUELLES	10
3.12 FLECHAGE, SIGNALISATION AFFICHAGE	10
3.13 SURVEILLANCE ET GARDIENNAGE	10
3.14 SECURITE INCENDIE	10
3.14.1 <i>Organisation de la protection incendie</i>	10
3.14.2 <i>Conduite à tenir en cas d'incendie</i>	11
3.14.3 <i>Maintien des Accès et Sorties</i>	11
3.15 SECOURS SUR LE CHANTIER	11
4.1 LES CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS	11
4.1.1 <i>Approvisionnements</i>	11
4.1.2 <i>Moyens de levage</i>	11
4.1.3 <i>Manutentions manuelles selon décret n° 92.958 du 3/9/92</i>	11
4.2 LA DELIMITATION ET L'AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX EN PARTICULIER S'IL S'AGIT DE MATIERES OU SUBSTANCES DANGEREUSES	11
4.2.1 <i>Zones extérieures de stockage</i>	11
4.2.2 <i>Stockage de matières ou substances dangereuses</i>	11
4.3 LES CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION OU EVACUATION DES DECHETS ET DES DECOMBRES	12
4.3.1 <i>Évacuations des gravats des lieux de travail aux points de stockage</i>	12
4.3.2 <i>Tris et évacuations</i>	12
4.4 UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES	12
4.4.1 <i>Généralités</i>	12
4.4.2 <i>Chute de hauteur</i>	12
4.4.3 <i>Echafaudages</i>	12
4.4.4 <i>Réception des échafaudages</i>	12
4.5 INSTALLATION ELECTRIQUE GENERALE DE CHANTIER	12
4.5.1 <i>Organisation générale</i>	12
4.5.2 <i>Conception</i>	12
4.5.3 <i>Utilisation</i>	12
4.5.4 <i>Contrôle et dossier des installations électriques</i>	13
4.6 AUTRES RISQUES ELECTRIQUES	13
4.7 MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	13
4.7.1 <i>Utilisation du matériel d'autrui</i>	13
4.8 PREVENTION DES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES	13

Restructuration de la Verrière de l'ESTIA 1			
	Date : 03/02/2022	Indice : 0	Page : 3 / 26

4.9 INTERVENTION SIMULTANEE DE TRAVAUX A RISQUES SPECIFIQUES .....	13
<b>5. LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC LES ACTIVITES D'UN ETABLISSEMENT SOUMIS AU CODE DU TRAVAIL DANS LE VOISINAGE DU CHANTIER.....</b>	<b>14</b>
5.1 VOIRIE .....	14
5.2 BATIMENTS MITOYENS.....	14
5.3 SURVOL DE CHARGES.....	14
<b>6. MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT .....</b>	<b>14</b>
6.1 LOCAUX POUR LE PERSONNEL DU CHANTIER OU " BASE VIE " .....	14
6.2 EAU POTABLE.....	14
6.3 RESTAURATION .....	14
6.4 PREVENTION DES RISQUES DUS AU BRUIT (ART. R4431-2) .....	14
6.5 NETTOYAGES DU CHANTIER.....	15
6.5.1 Généralité.....	15
6.5.2 Nettoyages des abords .....	15
<b>7. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DU CHANTIER CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE .....</b>	<b>15</b>
7.1 GENERALITES .....	15
7.2 PLAN DE SECOURS.....	15
7.2.1 Adresse du chantier.....	15
7.2.2 Accidents corporels.....	15
7.2.3 Accident bénin.....	15
7.2.4 Consignes en cas d'accident grave.....	15
7.3 INCENDIE .....	16
7.4 MOYENS .....	16
<b>8. LES MODALITEES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS .....</b>	<b>16</b>
8.1 LISTE DU PERSONNEL TRAVAILLANT SUR LE CHANTIER.....	16
8.2 CARTE D'IDENTITE PROFESSIONNELLE.....	16
<b>9. OBLIGATIONS DES ENTREPRISES .....</b>	<b>16</b>
9.1 IDENTIFICATION.....	16
9.2 VISITE D'INSPECTION COMMUNE (ART R.4532-13 DU DECRET 94-1159 DU 26/12/94). .....	16
9.3 REUNIONS DE COORDINATION SPS.....	16
9.4 ACCUEIL SECURITE .....	17
9.5 DIFFUSION DU PGC SIMPLIFIE .....	17
9.6 REDACTION DES PPSPS SIMPLIFIE (OBLIGATOIRE AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX) .....	17
9.7 DIFFUSION DES PPSPS SIMPLIFIES .....	17
<b>10. AUTRES DOCUMENTS CONCERNANT LA COORDINATION SPS .....</b>	<b>17</b>
10.1 REGISTRE JOURNAL .....	17
10.2 DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE (DIUO) .....	17
<b>11. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES.....</b>	<b>18</b>
11.1 FORMATION A LA SECURITE.....	18
11.2 REGLEMENT APPLICABLE (LISTE NON EXHAUSTIVE).....	18
11.3 RAPPEL DES CONSEQUENCES CIVILES ET PENALES DES ACCIDENTS DU TRAVAIL .....	18
11.3.1 Extrait du Code Civil .....	18
11.3.2 Extrait du Nouveau Code Pénal.....	18
11.3.3 Rappel du Code du Travail .....	18
11.4 RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION.....	18
<b>12. CANEVAS DE P.P.S.P.S. SIMPLIFIE.....</b>	<b>19</b>
12.9 EXEMPLE DE FICHE DE TACHE .....	19

Restructuration de la Verrière de l'ESTIA 1			
	Date : 03/02/2022	Indice : 0	Page : 4 / 26

## 0. ETAT des MODIFICATIONS

Chapitre modifié	Nature de la modification	Origine		Date en vigueur	VISA
		CSPS	MOe		

Restructuration de la Verrière de l'ESTIA 1			
	Date : 03/02/2022	Indice : 0	Page : 5 / 26

## 1. PREAMBULE

### 1.1 Présentation du présent document

#### MISSION DE COORDINATION :

*La mission de coordination et coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (Articles L. 4532-2 à 4532-7) du Code du Travail, instauré par la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret n° 94-1159 du 26 Décembre 1994 en tenant compte du nouveau code du travail applicable au 1<sup>er</sup> mai 2008, prévoit qu' une coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs doit être organisée pour tout chantier de bâtiment ou de génie civil où sont appelés à intervenir plusieurs travailleurs indépendants ou entreprises, entreprises sous-traitantes incluses, afin de prévenir les risques résultant de leurs interventions simultanées ou successives et de prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives .*

*En conséquence, conformément à l'article L.4532-3 du Code du Travail, La coordination en matière de sécurité et de santé est organisée tant en cours de la conception, de l'étude et de l'élaboration du projet qu'au cours de la réalisation de l'ouvrage.*

*Le maître d'ouvrage désigne un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé pour chacune des deux phases de conception et de réalisation ou pour l'ensemble de celles-ci. (Article 4532-4)*

*Sauf dans les cas prévus à l'Article L4532-7, les dispositions nécessaires pour assurer aux personnes chargées d'une mission de coordination, l'autorité et les moyens indispensables à l'exercice de leur mission sont déterminées par voie contractuelle, notamment par les contrats de maîtrise d'œuvre.*

*L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil. (Article L 4532-6).*

*(Article L 4532-7) Pour les opérations de bâtiment ou de génie civil entreprises par un particulier pour son usage personnel, celui de son conjoint, partenaire lié par un pacte civil de solidarité, concubin ou de ses ascendants ou descendants, la coordination est assurée :*

*1° Lorsqu'il s'agit d'opérations soumises à l'obtention d'un permis de construire, par la personne chargée de la maîtrise d'œuvre pendant la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet et par la personne qui assure effectivement la maîtrise du chantier pendant la phase de réalisation de l'ouvrage.*

*2° Lorsqu'il s'agit d'opérations non soumises à l'obtention d'un permis de construire par l'un des entrepreneurs présents sur le chantier au cours des travaux.*

#### MISSION DU CSPS : (Articles R.4532.11 à R.4532-16)

*(Rappel de l'Article R 4532-11.) Le coordonnateur veille, sous la responsabilité du maître d'ouvrage, à ce que les principes généraux de prévention définis aux articles L 4531-1 à L 4531-3 soient effectivement mis en œuvre en tenant compte des articles L 4121-1 et 2 modifiés)*

#### PGC :

*Article L 4532-8. Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de la déclaration préalable prévue à l'article L 4532-1, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers déterminée par arrêté du 25 Février 2003 des ministres chargés du travail et de l'agriculture, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.*

*Ce plan est rédigé dès la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.*

*Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises. Il traite également des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier et avec la voie publique. Il porte ces informations à la connaissance des entrepreneurs qui auront à en tenir compte pour la réalisation de leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) et de leurs ouvrages. Il est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail et au vu des PPSPS.*

*Ce document constitue une pièce du Marché de l'entreprise.*

*Toutes les mesures envisagées dans ce PGC doivent être prises en compte par les entreprises adjudicataires et par leurs entreprises sous-traitantes.*

Restructuration de la Verrière de l'ESTIA 1			
	Date : 03/02/2022	Indice : 0	Page : 6 / 26

## 1.2 Phases SPS

Toute entreprise (titulaire de lot, sous-traitant et entreprise de levage) procédera à une **inspection commune** avec le Coordonnateur **S.P.S.** en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de protection de la santé prises pour l'ensemble de l'opération.

Chaque entreprise réalisant des travaux (titulaire de lot, sous-traitant et entreprise de levage) doit rédiger un **Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé simplifié (P.P.S.P.S. simplifié)** avant de démarrer toute intervention.

Le **P.P.S.P.S. simplifié** devra comporter une analyse des risques et moyens de préventions mis en œuvre.

Voir « Canevas PPSPS » tableau des dispositions prises à la fin de ce document

## 1.3 Phases de travaux

Voir Planning DCE

### AMIANTE :

Un diagnostic en date du 12/01/2022 sous le N° 22/IMO/26493 réalisé par ABC Diagnostic, est annexé au DCE Celui-ci, ne fait pas apparaître de matériaux et produits contenant de l'amiante.

## 1.4 Sous-traitance

Dans le cas où un entrepreneur sous-traite tout ou partie de l'exécution de son contrat, il doit remettre au sous-traitant **un exemplaire du P.G.C. simplifié**, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues et pouvant avoir une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs (R.4532-42).

A quelque niveau que ce soit, tout titulaire de lot doit déclarer l'ensemble de ses sous-traitants au maître d'ouvrage et au coordonnateur SPS en indiquant les dates d'intervention.

## 1.5 Location d'engins avec chauffeur ou prestataire de service

Dans le cas où un entrepreneur envisage l'accès au chantier à une entreprise de location d'engin avec chauffeur ou à tout autre prestataire, il doit au préalable en informer par mail le CSPS, en précisant la date ou la période d'intervention.

L'entrepreneur doit communiquer le PGC simplifié de l'opération et son PPSPS simplifié à l'entreprise de location ou prestataire et demander la validation par écrit des documents de sécurité transmis :

Je soussigné M. .... représentant l'entreprise .....

certifie avoir reçu le PGC simplifié et le PPSPS simplifié de l'entreprise .....

et accepte de respecter toutes les mesures de sécurité / protection de la santé qui y sont inclus » (signature + tampon)

L'original de ce document sera annexé dans le Registre Journal.

D'autre part l'entrepreneur qui permet l'accès à un chauffeur d'entreprise de location doit s'assurer qu'un accueil sécurité a été donné à celui-ci dont le compte rendu devra obligatoirement être transmis au CSPS qui le fera figurer dans le Registre Journal.

## 2. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

### 2.1 Renseignement concernant l'opération

#### 2.1.1 Nom de l'opération :Restructuration de la Verrière de l'ESTIA 1

#### 2.1.2 Localisation :

Le chantier se situe ESTIA 1

Technopole Izabel

92 Allée Théodore Monod

64210 Bidart

Restructuration de la Verrière de l'ESTIA 1			
	Date : 03/02/2022	Indice : 0	Page : 7 / 26

### 2.1.3 Description sommaire des Travaux :

Il s'agit de Remplacer la verrière fuyarde de l'ESTIA 1 : dépose des brise soleils fixes, dépose de la verrière, remise en peinture de la charpente, repose d'un ouvrage semi-vitré ainsi que d'une casquette de protection (compris tous les travaux induits d'échafaudages, de mise en sécurité, etc).

**2.1.4 Durée des travaux :** 2 mois en phase de préparation et 6 semaines en phase d'exécution, option éventuelle incluse.

### 2.1.5 Marché de travaux

### 2.1.6 Planning

*Document établi et communiqué au CSPS par le maître d'œuvre*

**L'opération est classée en 3<sup>ème</sup> catégorie SPS sans risques particuliers**

## 2.2 Coordonnées des intervenants

### Maître d'ouvrage : (MO) :

CCI DE BAYONNE PAYS BASQUE  
50,51 Allées Marines 64100 BAYONNE

Tel :

### Maître d'Œuvre : (MO) :

BEC3  
17 Bd Jean Jaures 64100 BAYONNE

Tel :

### Coordination pour la Sécurité et la Protection de la Santé (S.P.S) :

FCS  
83 chemin de martichot  
40340510 SEIGNOSSE

Tel : 05 59 31 60 75

Fax : 05 59 25 44 83

Coordonnateur en Réalisation : Bosco Jean-Charles

@.mail : jc.bosco@frcs.fr

### Organismes de prévention :

#### Inspection du Travail

DREETS  
Esplanade de L'Europe  
64600 ANGLET

Tel : 05.59.46.00.75

Fax : 05.59.46.06.57

#### Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé Au Travail (CARSAT)

Service Prévention  
80, avenue de la Jallère  
33053 BORDEAUX Cedex

Tel : 05 56 11 64 00

Fax : 05 56 39 55 93

#### Organisme Professionnel de Préventions du Bâtiment et des Travaux Publics

OPPBTP - Comité Régional Sud-Ouest  
Immeuble « Les bureaux de Tasta » - Bât C4.4 -  
9, avenue Raymond Manaud  
33524 BRUGES Cedex

Tel: 05 56 34 03 49

Fax : 05 56 34 42 08

Médecine du Travail propre à chaque entreprise

### **Services publics et concessionnaires :**

S'adresser aux Services Techniques de la mairie de Bayonne

Restructuration de la Verrière de l'ESTIA 1			
	Date : 03/02/2022	Indice : 0	Page : 8 / 26

### Services d'urgence et de secours

Police - Gendarmerie :

Tél. 17

Pompiers :

Tél. 18

SAMU

Tél. 15

### Centre Anti-poison de Bordeaux

Place Amélie Raba Léon

33000 BORDEAUX

Tél. 05 56 96 40 80

## SUJETIONS LIEES AU SITE

### 1 - Sous sol :

En fonction des récépissés des demandes de renseignements, chaque chef d'entreprise est tenu d'adresser, au **moins 10 jours** avant le début des travaux, une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) aux administrations, établissements ou organismes concernés (EDF, GDF, Télécom, etc...). (Formulaire de déclaration cerfa n° 90-0189 joint en annexe). Si les travaux annoncés dans le DICT ne sont pas entrepris dans **un délai de deux mois** à compter de la date du récépissé, l'entreprise doit déposer une nouvelle déclaration.

« Lorsque les travaux doivent être effectués au voisinage d'une ligne, d'une canalisation ou d'une installation électrique – souterraine ou non – qu'il a été convenu de mettre hors tension...le travail ne peut commencer que lorsque le chef d'établissement ou le travailleur indépendant est en possession d'une « attestation de mise hors tension » écrite, datée et signée par l'exploitant » (art. 175 du décret du 8 janvier 1965 modifié). Seules les personnes ayant les habilitations réglementaires pourront intervenir à proximité de réseaux sous tension.

Dans tous les cas, le chef d'entreprise est tenu de vérifier, avant démarrage des travaux, la nature et la position des ouvrages. Les éventuels réseaux existants devront être parfaitement repérés sur le site par les concessionnaires.

Une copie des récépissés de DICT doit être adressée au Coordonnateur SPS

### 2 – Lignes ou installations électriques :

Conformément à l'article 172 du Décret n° 65-48 du 8 Janvier 1965 modifié :

« Tout chef d'établissement ou tout travailleur indépendant qui se propose d'effectuer des travaux au voisinage de lignes ou d'installations électriques doit s'informer auprès de l'exploitant - qu'il s'agisse du représentant local de la distribution d'énergie ou de l'exploitant de la ligne ou installation publique ou privée en cause - de la valeur des tensions de ces lignes ou installations, afin de pouvoir s'assurer qu'au cours de l'exécution des travaux le personnel ne sera pas susceptible de s'approcher lui-même ou d'approcher les outils, appareils ou engins qu'il utilisera, ou une partie quelconque des matériels et matériaux qu'il manutentionnera, à une distance dangereuse des pièces conductrices nues normalement sous tension, et notamment à une distance inférieure à :

- Trois mètres pour les lignes ou installations dont la plus grande des tensions (en valeur efficace pour le courant alternatif) existant en régime normal entre deux conducteurs quelconques est inférieure à 50 000 volts ;
- Cinq mètres pour les lignes ou installations dont la plus grande des tensions (en valeur efficace pour le courant alternatif) existant en régime normal entre deux conducteurs quelconques est égale ou supérieure à 50 000 volts.

Il doit être tenu compte, pour déterminer les distances minimales qu'il convient de respecter par rapport aux pièces conductrices nues normalement sous tension, d'une part, de tous les mouvements possibles des pièces conductrices nues sous tension de la ligne, canalisation ou installation électrique, d'autre part, de tous les mouvements, déplacements, balancements, fouettements (notamment en cas de rupture éventuelle d'un organe) ou chutes possibles des engins utilisés pour les travaux envisagés.

### 3 - Accès et environnement :

Accès au chantier : L'accès chantier sera réalisée par l'entrée principale.

### Environnement :

Les entreprises devront avoir visité les lieux du projet avant soumission et, par conséquent, pris en compte les éventuelles gênes (difficultés stationnement ou approvisionnement, lignes électriques et téléphoniques, candélabres d'éclairage public ...). Les entreprises veilleront à ne pas dépasser un niveau acoustique de 80 dB(A) en limite de chantier à moins qu'un arrêté municipal ou préfectoral ne définisse ce niveau.

L'accessibilité des secours doit être préservé en permanence.

Le Public d'ESTIA doit pouvoir évacuer par les issues de secours de l'entrée.

Les voies d'accès empruntées, ne doivent pas être obstruées par des stockages de matériels ou matériaux, ni être encombrées par des véhicules d'entreprises en stationnement, même de courte durée.

L'ensemble de la signalisation de chantier, pour indiquer les lieux de travail, sera mise en place et entretenue par l'entreprise principale, sous le contrôle du maître d'œuvre.



Restructuration de la Verrière de l'ESTIA 1			
	Date : 03/02/2022	Indice : 0	Page : 9 / 26

### 3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE DES CHANTIERS ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

#### 3.1 Généralités

##### Réunions de chantier :

Réunion hebdomadaire (à voir en réunion de préparation avant ouverture de chantier, en concertation avec le MOE.)

##### « Base vie » :

L'entreprise aura à sa charge d'organiser sa propre installation de chantier, de la mettre en place et de l'entretenir tout au long du déroulement du chantier, d'effectuer l'implantation des zones de stockage et approvisionnements (matériels et matériaux).

##### Bureaux :

→ **Bureau de chantier, Salle de réunion. (Sans Objet)**

→ **Sanitaires :** Des sanitaires existants seront mis à disposition. Ils pourront être utilisés pour les besoins du chantier

→ **Vestiaires :** à charge de chaque lot.

→ **Téléphone**

Les personnes encadrant des équipes sur le chantier seront munies de téléphones portables.

→ **Trousse de premier secours :**

Cette trousse, détenue par chaque lot et dont le contenu devra avoir été validé par le médecin du travail de l'entreprise en question, devra être accessible à tout moment aux Sauveteurs Secouristes du Travail.

#### 3.2 Organisation des travaux

La méthodologie de chaque entreprise sera communiquée en phase de préparation et validée lors de la visite d'inspection commune.

#### 3.4 Accès au chantier / Planification des interventions

Les travaux seront organisés par le MOE.

Le chantier n'est accessible qu'aux personnes autorisées.

La recrudescence du travail clandestin nous oblige à demander aux entreprises de veiller au respect des règles ci-après :

- Le début des travaux de chaque entreprise ne peut être autorisé qu'après Inspection Commune avec le CSPS et établissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.
- Chaque entreprise fournira, dans son PPSPSS, la liste des personnes qui auront à travailler sur le chantier. Cette liste sera affichée sur le chantier sous la responsabilité du chef d'entreprise concerné.
- Une signalisation appropriée indiquera l'interdiction au chantier à toute personne non autorisée (panneaux chantier « Interdit au Public »).

##### Sous-traitance :

Chaque lot de travaux désirant sous-traiter tout ou partie de ses travaux doit faire agréer par le Maître d'Ouvrage son sous-traitant **avant que celui-ci intervienne sur le chantier.**

Cet agrément sera formalisé par une autorisation écrite du Maître d'Ouvrage désirant sous-traiter. Le Maître d'Ouvrage adressera une copie de cette autorisation au Coordonnateur SPS.

L'entreprise titulaire désirant sous-traiter, transmettra à son sous-traitant agréé par le Maître d'Ouvrage un exemplaire du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé, ainsi que tout document précisant les mesures d'organisation générales qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs. Ainsi, il adressera son PPSPS à son sous-traitant.

Il communiquera à son sous-traitant les noms et adresses des autres intervenants ainsi que leurs PPSPS sur sa demande.

**Avant toute information sur le chantier l'entreprise sous-traitante agréée devra :**

- Prendre contact avec le Coordonnateur SPS afin d'effectuer une inspection commune préalable
- Fournir au Coordonnateur SPS un exemplaire de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

Restructuration de la Verrière de l'ESTIA 1			
	Date : 03/02/2022	Indice : 0	Page : 10 / 26

### **3.5 Circulations extérieures**

*L'accès au chantier se fera depuis l'entrée principale, tout en maintenant un accès sécurisé aux usagers.*

*L'entrepreneur assurera l'entretien et le nettoyage permanent des voies d'accès.*

### **3.6 Electricité de chantier**

#### **Alimentation électrique / Eclairage de chantier : (si nécessaire)**

##### **→ Branchement provisoire de chantier :**

*L'entreprise titulaire pourra utiliser les installations existantes après s'être assuré que celles-ci sont conformes et de puissance suffisante.*

##### **→ Eclairage de chantier (si nécessaire)**

### **3.7 Eau - Egout**

*Alimentation sur chantier.*

### **3.8 Manutentions**

*Voir les modalités de sécurité dans le chapitre correspondant*

### **3.9 Nettoyage du chantier - Evacuation des déchets**

*Chaque entreprise doit :*

- le nettoyage journalier des postes de travail,
- le nettoyage en fin de travaux dû à sa partie
- l'évacuation journalière de ses déchets (gravats, détritux, emballages, etc.)

*Ce chapitre est plus détaillé dans la partie 4 de ce PGC simplifié, pour une possibilité d'organisation commune.*

### **3.10 Protections Collectives**

*Protection des accès : une attention particulière sera apportée sur les accès.*

*Voir Chapitre 4 du PGC simplifié pour les règles à observer.*

### **3.11 Protections individuelles**

**A : En application des Principes Généraux de Prévention, l'utilisation de protections individuelles n'est admise que s'il est techniquement impossible de mettre en place des protections collectives.**

*A préciser par chaque entreprise dans le PPSPS.*

*Les protections individuelles (casques, chaussures de sécurité, gants et lunettes, protections auditives...) sont à porter obligatoirement dans les zones de travail.*

### **3.12 Fléchage, signalisation affichage**

*Les signalisations correspondantes seront installées en aval et en amont du chantier.*

### **3.13 Surveillance et gardiennage**

*Sans objet*

### **3.14 Sécurité incendie**

*Les matériaux combustibles tels que papiers, cartons, chiffons **ne devront pas être brûlés** dans le site.*

*L'utilisation de "braseros de fortune" est strictement interdite sur le site.*

*Un permis feu devra être réalisé lors de travaux par points chauds. L'entreprise disposera de tous les moyens de prévention et d'extinction nécessaires pour leurs interventions.*

#### **3.14.1 Organisation de la protection incendie.**

*En règle générale :*

*Mise en place par les entreprises des moyens de protection incendie (extincteurs, ...) adaptés aux risques recensés :*

- . Dans les véhicules d'entreprise
- . Aux postes de travail
- . Dans les zones de stockage.

Restructuration de la Verrière de l'ESTIA 1			
	Date : 03/02/2022	Indice : 0	Page : 11 / 26

### 3.14.2 Conduite à tenir en cas d'incendie

*Les consignes établies par les entreprises définiront, sans équivoque, la conduite à tenir en cas d'incendie en matière :  
. D'accueil des moyens de services extérieurs.*

***Ces consignes seront analysées par le CSPS lors de la visite d'inspection commune, afin d'être mentionnées dans chaque PPSPS simplifié.***

### 3.14.3 Maintien des Accès et Sorties

*Le responsable de l'entreprise titulaire, s'assurera que toutes les parties du chantier sont bien accessibles aux moyens de lutte incendie pendant la réalisation des travaux.*

***Il est rappelé que les accès pour l'évacuation d'une zone de travail ou du chantier ainsi que des blessés doivent être constamment maintenus libres et signalés.***

### 3.15 Secours sur le chantier

*Voir § 7.2.*

## 4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS EN MATIERE DE SECURITE, PROTECTION DE LA SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT

### 4.1 Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels

#### 4.1.1 Approvisionnements

*Ceux-ci devront être prévus à l'avance et soumis à l'approbation du maître d'œuvre.*

#### 4.1.2 Moyens de levage

*L'implantation d'éventuels appareils de levage, ne pourra se faire qu'avec l'accord du Maître d'œuvre et du Coordonnateur et après études des interférences possibles.*

*Les appareils de manutention seront correctement entretenus. Les chargements respecteront les consignes d'utilisation de ces appareils.*

#### 4.1.3 Manutentions manuelles selon décret n° 92.958 du 3/9/92

*L'employeur doit prendre toute mesure d'organisation ou utiliser des moyens mécaniques afin d'éviter le recours à la manutention manuelle.*

*Lorsque le recours à la manutention manuelle ne peut être évité, la charge maximale à manutentionner ne peut être supérieure à 55 kg pour un homme.*

*Une formation pratique de type Gestes et Postures issue de la « PRAP » (Prévention des Risques liés à l'Activité Physique) de l'entreprise est à donner aux travailleurs. Cette formation est à la charge de l'entreprise concernée.*

### 4.2 La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux en particulier s'il s'agit de matières ou substances dangereuses

#### 4.2.1 Zones extérieures de stockage

*Voir plan de la zone d'installation de chantier en annexe*

#### 4.2.2 Stockage de matières ou substances dangereuses

*Pas de stockage de carburant sur le chantier.*

*Pour l'utilisation de matières et substances dangereuses, chaque entreprise concernée mentionnera dans son PPSPS simplifié :*

- *Les Fiches de Données de Sécurité des produits employés*
- *La nature des matières et substances dangereuses*
- *Les moyens de prévention qu'elle prendra face à leurs risques.*

*Cette sujétion concerne principalement les matières possédant un fort potentiel calorifique ou présentant un danger pour les salariés ou pour l'environnement (solvants, peintures, produits toxiques, ...).*

*Les Produits dangereux et toxiques seront stockés dans des récipients munis de couvercle sur lesquels figurera une étiquette normalisée avec pictogramme, ainsi que le nom de l'entreprise utilisatrice.*

Restructuration de la Verrière de l'ESTIA 1			
	Date : 03/02/2022	Indice : 0	Page : 12 / 26

Avant la mise en place de ces produits sur le chantier, les conditions de stockage impliquant la vérification des contraintes techniques au niveau incendie, aération, ventilation, pollution accidentelle devront être étudiées avec le Coordonnateur Sécurité.

### **4.3 Les conditions de stockage d'élimination ou évacuation des déchets et des décombres**

#### **4.3.1 Évacuations des gravats des lieux de travail aux points de stockage**

Des emplacements doivent être définis lors de la réunion de préparation avant ouverture de chantier.

**Consigne** : Pas de stockage dans les circulations.

#### **4.3.2 Tris et évacuations**

Les entreprises devront s'organiser dès la phase de préparation du chantier pour trier et évacuer leurs déchets en cours de travaux de façon individuelle. A préciser dans les PPSPS simplifiés

### **4.4 Utilisation des protections collectives**

#### **4.4.1 Généralités**

Lorsqu'une entreprise dépose une protection pour les besoins de ses travaux, elle doit immédiatement prendre les mesures de protection collective autres.

Elle remettra en place la protection d'origine, si celle-ci n'est pas remplacée immédiatement après son intervention.

#### **4.4.2 Chute de hauteur**

Des dispositions collectives visant à limiter les chutes de hauteur seront systématiquement privilégiées par rapport à la protection individuelle, conformément à la loi 91.1414 du 31 décembre 1991.

**Il ne saurait donc être question de réaliser un travail en hauteur en envisageant uniquement des protections individuelles, sauf lors de l'opération de montage / démontage des échafaudages.**

En cas d'absence même partielle de protection collective, en accord avec le représentant du maître d'ouvrage, le CSPS arrêtera **aussitôt** les travaux mettant en danger les salariés de l'entreprise concernée.

#### **4.4.3 Echafaudages**

Tous les échafaudages seront montés avec les protections d'usage dans le respect des règles de sécurité en vigueur.

Une réunion d'adéquation avec les lots devant utiliser l'échafaudage, devra être organisée par l'entreprise titulaire du lot. Le compte rendu de cette réunion, sera transmis au CSPS.

#### **4.4.4 Réception des échafaudages**

Un PV de réception devra être remis par l'entreprise avant toute utilisation.

Aucune tache en superposition ne pourra être réalisée.

### **4.5 Installation électrique générale de chantier**

#### **4.5.1 Organisation générale**

*a) Alimentation électrique existante*

*b) Installation électrique d'éclairage*

Éclairage des postes de travail : en extérieur

#### **4.5.2 Conception**

L'installation devra être conforme en tout point à la réglementation. Elle devra satisfaire aux besoins du chantier.

#### **4.5.3 Utilisation**

Les canalisations et tout équipement électrique en aval des coffrets de distribution seront adaptés aux conditions de l'environnement dans lesquelles ils sont installés, en particulier :

- Indice de protection (IP 44) satisfaisant
- Protection mécanique des câbles cheminant au sol

Restructuration de la Verrière de l'ESTIA 1			
	Date : 03/02/2022	Indice : 0	Page : 13 / 26

#### 4.5.4 Contrôle et dossier des installations électriques

*Sans objet pour cette opération*

#### 4.6 Autres risques électriques

*Pour tous travaux d'ordre électrique dans le cadre de cette opération, application de la norme UTEC 18 510 : les habilitations électriques sont obligatoires. Sans ces habilitations, en accord avec le représentant du maître d'ouvrage, le CSPS n'autorisera pas l'activité.*

#### 4.7 Mesures prises en matière d'interactions sur le site

##### 4.7.1 Utilisation du matériel d'autrui

*Utilisation du matériel d'autrui ne peut se faire sans l'autorisation du responsable de ce matériel qui a en charge, en cas de prêt, de faire réceptionner l'utilisateur et de vérifier que les conditions d'utilisation sont bien prises en compte.*

#### 4.8 Prévention des risques de maladies professionnelles

*Les situations rencontrées sur le chantier concerneront principalement l'utilisation des produits recensés comme produits dangereux et l'exposition à certaines nuisances : bruit, vibrations, poussières, résines, etc.*

*Les aménagements ou mesures à prévoir pour pallier les risques induits seront pris en compte au cas par cas en cours de travaux par l'entreprise et le coordonnateur SPS lors des visites d'inspection communes.*

#### 4.9 Intervention simultanée de travaux à risques spécifiques

*Si nécessaire, les dispositions de nature à éviter la Co-activité des travaux présentant un risque spécifique, seront prises, comme par exemple le décalage horaire des travaux concernés, barrières autour de la zone réservée à la seule entreprise effectuant les travaux....*

*Pour ces activités, les entreprises concernées préciseront au Coordonnateur SPS, dans leur PPSPS simplifié les mesures qu'elles adopteront pour supprimer tous risques d'interférences avec d'autres activités de chantier et lui communiqueront la teneur des consignes transmises aux opérateurs ou intervenants.*

### IV - Énoncé (non exhaustif) des risques / Préconisation de moyens d'exécution

#### **Lots :**

*Stabilité ouvrages → Assurer stabilité des ouvrages en fonction dimension et nature des matériaux.*

*Hurts aux engins → Balisage des zones de travaux et maintien du personnel hors zone d'évolution des machines.*

#### Électricité

*Électrocution → Utilisation d'outils autonomes.  
Consignations lors des phases de mise sous tension. Personnel habilité.*

*Autre → Protections collectives.  
Protections propres à l'entreprise.*

#### V - Gestion des problèmes et aléas.

*En cas de non-respect des consignes demandées par le Coordonnateur SPS et après une mise en demeure faite à l'entreprise et restée sans effet après un délai de 48 heures (sans délai en cas de risque grave), le Maître d'Ouvrage fera réaliser les travaux par une entreprise extérieure aux tords et frais de l'entreprise défaillante.*

*Seul le Maître d'Ouvrage a autorité pour intervenir en vue du remplacement d'une entreprise défaillante*

Restructuration de la Verrière de l'ESTIA 1			
	Date : 03/02/2022	Indice : 0	Page : 14 / 26

## 5. LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC LES ACTIVITES D'UN ETABLISSEMENT SOUMIS AU CODE DU TRAVAIL DANS LE VOISINAGE DU CHANTIER

### Voies ou Zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales :

#### - Cheminements piétonniers extérieurs

Seront réalisés et entretenus par chaque entreprise lors de son intervention et devront permettre aux personnels l'accès. Ces cheminements seront faits de façon à être utilisables par tous les temps.

#### - Signalisation : Elle sera réalisée par l'entreprise titulaire du lot maçonnerie selon les normes SETRA en vigueur.

- Les panneaux de signalisation employés seront rétro réfléchissant ainsi que les baudriers et casques portés par les agents susceptibles d'opérer un moment à pied, mais dont le nombre devra être strictement limité,
- La voirie utilisée par l'entrepreneur, ainsi que la signalisation correspondante seront nettoyées et entretenues régulièrement par l'entrepreneur,
- Le balisage et les protections des réseaux (AEP, PTT, EDF-GDF, etc..) devront être respectés et maintenus.
- Tous les engins devront circuler en feux de croisement et être munis d'un gyrophare ou de tout autre dispositif lumineux clignotant,

Chaque entreprise doit en tout état de cause veiller et surveiller quotidiennement l'ensemble des protections collectives qui demeurent sous sa responsabilité jusqu'à la réception des travaux.

### 5.1 Voirie

Une attention particulière sera portée aux abords et aux autres utilisateurs. L'ensemble des voies de circulation doivent rester vacantes et libres de tout stockage.

### 5.2 Bâtiments mitoyens

Il n'y a, à priori, pas de risque d'atteinte à l'intégrité des bâtiments à proximité, par contre l'entreprise s'attachera à minimiser les nuisances qu'elle peut causer par ses travaux, essentiellement en termes de bruit, poussières, horaires de travail et approvisionnement des matériaux.

### 5.3 Survol de charges

Aucun survol de charges en dehors de la zone de chantier

## 6. MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

### 6.1 Locaux pour le personnel du chantier ou " base vie "

Équipements sur site

### 6.2 Eau potable

Les employeurs doivent mettre à disposition des travailleurs de l'eau potable et **fraîche** pour la boisson (R4225-2) 3 litres/jour/travailleur, sur le chantier.

### 6.3 Restauration

Il est interdit de laisser les travailleurs prendre leur repas sur les lieux affectés au travail (R4228-19).

Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS simplifié, le personnel prenant les repas « sur place » ou à l'extérieur du site (siège de l'entreprise, domicile ou restaurant).

### 6.4 Prévention des risques dus au bruit (Art. R4431-2)

L'exposition au bruit doit demeurer à un niveau compatible avec la santé des travailleurs, notamment avec la protection de l'ouïe, l'employeur est tenu de prendre des mesures à partir de 85 d B (A) - à détailler dans le PPSPS simplifié.

Restructuration de la Verrière de l'ESTIA 1			
	Date : 03/02/2022	Indice : 0	Page : 15 / 26

## **6.5 Nettoyages du chantier**

### **6.5.1 Généralité**

*Chacun aura l'obligation de nettoyer l'ensemble des lieux d'intervention au minimum chaque jour, et à la fin d'opération. Cette tâche est incluse dans le délai du planning.*

*Un nettoyage peut être exigé par le CSPS, afin de limiter les chutes de plain-pied ou les blessures térébrantes.*

*En cas de défaillance l'opération de nettoyage pourra être effectuée aux frais des intervenants concernés sur ordres du Maître d'œuvre*

### **6.5.2 Nettoyages des abords**

*Les déchets doivent être stockés dans une benne ou dans un véhicule adapté.*

## **7. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DU CHANTIER CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE**

### **7.1 Généralités**

*Les chefs d'entreprises sont tenus d'informer leurs salariés des mesures de prévention prises pour les secours et à les indiquer dans leur PPSPS simplifié*

*Une attention particulière doit être apportée aux personnels :*

- nouvellement embauchés
- changeant de poste de travail
- travailleurs temporaires
- de retour sur le chantier après un arrêt de plus de 21 jours.

### **TELEPHONE d'URGENCE des SECOURS : le 18, le 15 ou le 112**

### **7.2 Plan de secours**

#### **7.2.1 Adresse du chantier**

#### **7.2.2 Accidents corporels**

*La personne blessée ou le témoin le plus proche, avertit le secouriste éventuellement présent à proximité*

*Suivant l'état de gravité, des soins pourront être donnés par le secouriste du chantier ou par les secouristes des services de secours.*

*En cas de blessure grave, appeler les secours extérieurs. Voir consignes en cas d'accident près du téléphone de chantier, à afficher dès le début des travaux par l'entrepreneur.*

*Une personne sera désignée par le chef de chantier ou le secouriste pour conduire ceux-ci au lieu de l'accident dès leur arrivée.*

*Les acteurs de prévention (IT, CARSAT, OPPBTP, Coordonnateur SPS) seront à avertir dans la journée par le responsable d'entreprise.*

#### **7.2.3 Accident bénin**

*Avertir le secouriste sur place ou le médecin le plus proche.*

***Ne pas assurer le transport de blessé, suite à un accident bénin, dans un véhicule personnel ou d'entreprise.***

#### **7.2.4 Consignes en cas d'accident grave**

- protéger la victime
- faire intervenir simultanément un secouriste présent sur le chantier et déclencher l'arrivée des secours
- préciser le lieu de l'accident
- préciser la nature de l'accident (chute, enfouissement, électrocution, accident de la circulation ...)
- le nombre de blessés
- la position des blessés (saigne abondamment, ne parle pas, ne respire pas, a mal au dos ...)

*Une personne sera chargée de guider les secours.*

*Le ou les témoins devront se mettre à la disposition du secouriste.*

Restructuration de la Verrière de l'ESTIA 1			
	Date : 03/02/2022	Indice : 0	Page : 16 / 26

### **7.3 Incendie**

*Alerte par le 1<sup>er</sup> témoin - Tél. pompiers : 112*

*Lutte contre l'incendie avec les moyens du chantier*

*Des extincteurs adaptés sont à prévoir sur les lieux de travail, par les entreprises utilisant une flamme (soudure chalumeau) ou arc électrique (soudure) et par celles qui génèrent des projections de particules incandescentes.*

*Des extincteurs adaptés doivent obligatoirement être en place dans chaque véhicule et engin.*

*Les entreprises utilisant des matériaux inflammables ou qui ont des risques électriques signaleront les dispositions de prévention prises dans leurs PPSPS simplifié.*

### **7.4 Moyens**

**Il est souhaitable d'avoir sur le chantier des secouristes du travail.**

*Le secouriste du chantier sera connu du reste du personnel travaillant sur le chantier*

**Le téléphone** : utilisation de portable.

**Matériel médical à placer sur le chantier** : une boîte de secours ou pharmacie pour les petits soins sera entreposée dans un lieu correctement signalé et accessible.

*Cette liste de matériel aura l'accord du médecin du travail.*

*Chaque entreprise indiquera ce lieu dans son PPSPS .simplifié*

## **8. LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS**

### **8.1 Liste du personnel travaillant sur le chantier**

*Elle devra être tenue à jour par chaque entreprise et présentée au coordonnateur SPS à sa demande.*

### **8.2 Carte d'identité professionnelle**

*Toute personne travaillant sur le chantier devra porter sur elle une carte professionnelle indiquant au moins son identité et le nom de l'entreprise qu'elle représente.*

*Les acteurs de prévention, dont le coordonnateur SPS, pourront demander ces renseignements au personnel travaillant sur le chantier.*

## **9. OBLIGATIONS DES ENTREPRISES**

### **9.1 Identification**

*Les entreprises titulaires de lots diffuseront au coordonnateur SPS les éléments suivants:*

- Nom et adresse de l'entreprise, ainsi que le nom de la personne responsable sur le chantier
- Nom et adresse des sous-traitants, ainsi que le nom de la personne responsable sur le chantier
- Dates d'intervention de l'entreprise et de ses sous-traitants.
- Durée prévisionnelle des travaux de l'entreprise et de ses sous-traitants.
- Effectif prévisible de l'entreprise et de ses sous-traitants.

### **9.2 Visite d'inspection commune (Art R.4532-13 du décret 94-1159 du 26/12/94).**

*Des visites d'inspection commune seront organisées avec chaque entreprise, y compris les entreprises de location avec chauffeurs ou les prestataires de services.*

*Ces visites sont indépendantes de la visite de chantier, organisée par le maître d'œuvre.*

*Elles ont pour but de définir les sujétions afférentes à chaque entreprise, et d'analyser les risques générés par l'activité des autres entreprises.*

### **9.3 Réunions de coordination SPS**

*Lors des réunions de chantier*



Restructuration de la Verrière de l'ESTIA 1			
	Date : 03/02/2022	Indice : 0	Page : 17 / 26

#### **9.4 Accueil sécurité**

*Application stricte des textes en vigueur.*

#### **9.5 Diffusion du PGC simplifié**

*Les entreprises signataires devront transmettre un exemplaire du PGC simplifié à leurs sous-traitants et aux entreprises prestataires de services.*

#### **9.6 Rédaction des PPSPS simplifié (obligatoire avant le début des travaux)**

*Chaque entreprise et **chaque sous-traitant** doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé simplifié et le **transmettre au coordonnateur SPS**.*

*Un exemplaire de ce document validé par le CSPS devra obligatoirement figurer sur le chantier.*

*Les prestataires devront systématiquement être intégrées au PPSPS simplifié de l'entreprise qui les emploie.*

*La non présentation de ce document peut entraîner une amende de 9 000 € (application de l'article L4744-5 du Code du Travail).*

*Un canevas PPSPS, simplifié qu'il conviendra de respecter, est à consulter au dernier chapitre du PGC.*

#### **9.7 Diffusion des PPSPS simplifiés**

*Les entreprises fourniront autant d'exemplaire de PPSPS simplifié qu'en demandera le coordonnateur SPS.*

*Le PPSPS **simplifié** ne doit pas être un document administratif strictement destiné à satisfaire les organismes officiels d'hygiène et sécurité, mais un document personnalisé, propre à l'entreprise et destiné à ses salariés.*

*Les PPSPS **simplifié** respectifs **seront tenus à disposition** :*

- Des salariés des entreprises correspondantes
- Des organismes officiels de prévention
- Des différents médecins du travail
- Des membres du CHSCT, ou à défaut, des délégués du personnel

*Les responsables d'entreprises pourront demander les PPSPS **simplifié** des autres entreprises, pour les aider à gérer les risques de co-activité.*

***Ces documents serviront de référence lors de l'exécution des travaux, plus particulièrement lors de travaux superposés.***

### **10. AUTRES DOCUMENTS CONCERNANT LA COORDINATION SPS**

#### **10.1 Registre Journal**

*Le coordonnateur SPS ouvre un registre journal, qui rappellera entre autres :*

- Nom et adresse de tous les intervenants
  - Les compte-rendu d'inspection commune ou de réunion SPS
  - Sujétions aux différentes entreprises
- Les observations faites aux représentants des entreprises (visées par ces mêmes représentants).*

#### **10.2 Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO)**

*Le coordonnateur va créer un DIUO appelé aussi dossier de maintenance.*

*Chaque entreprise aura à fournir à la demande du coordonnateur, tous documents et procédures concernant des méthodes d'intervention en opération de maintenance.*

*Les dispositifs intégrant la sécurité des opérateurs lors de ces interventions ultérieures seront prises en collaboration avec le maître d'œuvre.*

*Les entreprises devront remettre leurs plans et notes techniques de leurs ouvrages dès la fin de leurs travaux ou au plus tard lors de la réception de l'ouvrage.*

Restructuration de la Verrière de l'ESTIA 1			
	Date : 03/02/2022	Indice : 0	Page : 18 / 26

## 11. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

### 11.1 Formation à la sécurité

*La formation doit comprendre :*

- Une information sur les conditions de circulation des personnes et engins sur les lieux de travail.
- Une information à la sécurité dans l'exécution du travail.
- Une préparation à la conduite à tenir en cas d'accident.

*Bénéficiaires*

*Cette formation concerne les nouveaux embauchés, y compris le personnel intérimaire, les salariés qui changent de poste de travail ou de techniques, les salariés qui reprennent leur activité après un arrêt de travail d'au moins de 21 jours à la demande du médecin du travail.*

*Informations sur les conditions de circulations dans le chantier*

*Cette information pourra être donnée à tous les salariés présents sur le chantier, après la visite d'inspection commune.*

*Le manque d'information sur les conditions de circulation des personnes et engins sur le chantier peut conduire à des situations de risques.*

*Formation à la sécurité dans l'exécution du travail*

*Formation donnée par le chargé de l'exécution des travaux*

### 11.2 Règlement applicable (liste non exhaustive)

**Références :**

- Code du travail
- Recommandations CARSAT
- Loi 91-1414 du 31 décembre 1991 : Principes généraux de prévention.
- Loi 93-1418 du 31 décembre 1993 : Sécurité du travail sur les chantiers.
- Décret 94-1159 du 26 décembre 1994 : Coordination de sécurité et protection de la santé sur les chantiers.
- Décret 95-607 du 6 mai 1995 : Application aux travailleurs indépendants

**Électricité :**

*Décret 88-1056 du 14 novembre 1988 : Protection des travailleurs contre les courants électriques.*

**Autres textes en vigueur :**

*Prendre connaissance des textes en vigueur (décrets, arrêtés et Recommandations de la CNAM) concernant : le levage, les élévateurs, les nacelles élévatrices de personne, les manutentions, les armatures en attente, le bruit, la soudure à l'arc, les formations de sécurité etc.*

### 11.3 Rappel des conséquences civiles et pénales des accidents du travail

#### **11.3.1 Extrait du Code Civil**

*Voir articles 1382, 1383 et 1384*

#### **11.3.2 Extrait du Nouveau Code Pénal**

*Voir articles 221.6 (ancien 319), 222.19 (ancien 320) et 223.1 (infraction nouvelle mise en danger de la personne)*

#### **11.3.3 Rappel du Code du Travail**

*Voir les articles L4121-1, L4741-1, L4122-1, L4221-1 et L4741-7*

### 11.4 Rappel des principes généraux de prévention

**(L4121-2 Code du Travail)**

*Éviter les Risques*

*Évaluer les risques qui ne peuvent être évités*

*Combattre les risques à la source*

*Tenir compte de l'évolution des techniques*

*Remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas, ou qui l'est moins*

*Planifier la prévention*

*Privilégier les mesures de protection collective*

Restructuration de la Verrière de l'ESTIA 1			
	Date : 03/02/2022	Indice : 0	Page : 19 / 26

## **12. CANEVAS DE P.P.S.P.S. SIMPLIFIE**

*(A la demande)*

### **12.9 Exemple de fiche de tache**

**Tâche :** Il s'agit d'un travail bien défini, tel qu'il peut être confié à une équipe fonctionnelle. Les tâches reproductibles de chantiers en chantiers d'une part, et les tâches reproductibles sur le chantier d'autre part, font l'objet d'une fiche de tâche qui rappelle simplement la référence de la procédure d'entreprise en question. Elles figurent dans le plan une fois pour toutes, et font l'objet d'un rappel de référence dans la partie METHODE.

Ces procédures préétablies ne dispensent pas de la réflexion sur les contraintes dues au lieu précis où va se dérouler la tâche, ainsi que de l'interférence des activités au jour le jour.

L'enrichissement de ces fiches, ainsi que leur appropriation par les opérateurs peuvent se faire au travers de réunions de présentation, d'échange, et de discussions sur le chantier, pendant le temps de travail. Les expériences de ce type ont démontré leur intérêt en termes de productivité, qualité, et sécurité.

*(A la demande)*